

Le *travailleur alpin*

Résister, vivre ensemble *autrement*

n°330 • mars 2023
3€

POLITIQUE

Le congrès départemental du PCF se déroulera les 25 et 26 mars à Grenoble

 P.4

RETRAITES

Les étudiants grenoblois eux aussi mobilisés contre le projet gouvernemental

 P.6&7

FÊTE DU TA

L'édition 2023 de la fête aura lieu les 16 et 17 juin à l'esplanade, à Grenoble.

 P.9

ÉDUCATION PRIORITAIRE L'ÉDUCATION NATIONALE ENLÈVE AUX PAUVRES POUR DONNER AUX RICHES

NOTRE DOSSIER > P.10 À 13



PARTAGE DES RICHESSES



Sommaire

n°330 mars 2023

DOSSIER

Grèves, protestations de toutes formes... les collèges en zone d'éducation prioritaire se mobilisent. En cause, la suppression des heures d'enseignement qui permettaient d'aider les élèves en difficulté et de favoriser la mixité sociale..

p.10 à 13

SOCIAL

Les livreurs à vélo ont créé leur syndicat CGT. Contre la réforme des retraites, mais aussi pour un statut qui mette fin à la précarité.

p.5

SCIENCES

Les choix des différents pays européens quant à l'utilisation de l'énergie nucléaire et leurs conséquences.

p.14

DÉSINTOX

L'argent magique n'existe pas. Peut-être pas pour tout le monde.

p.22



DR



Luc Renaud



DR

Édito

NOUS NE SOMMES PAS DUPES!

Le vernis social utilisé par Macron et son gouvernement pour peindre leur contre-réforme des retraites ne trompe pas. Il s'agit de faire des économies sur le dos des travailleuses et des travailleurs, et des retraité·es, au profit des entreprises et de la finance.

Un choix politique de régression. Et ce sont les femmes qui seront les plus pénalisées. Non pas que les salariés y gagneront, mais les salariées perdront plus encore : cette contre-réforme est un miroir grossissant des inégalités au cours de la vie et reflète une conception patriarcale du travail.

Aujourd'hui déjà, 37% des retraitées touchent moins de 1000 euros de pension brut, sous le seuil de pauvreté.

Les actives occupent la majorité des temps partiels, ont leur carrière incomplète et occupent des postes sous valorisés, notamment dans l'aide à la personne, secteur pourtant indispensable.

Oui les femmes ont droit à une vie digne, à une retraite de qualité et leur existence ne doit pas se réduire à des années d'exploitation !



ANNIE DAVID

MEMBRE DE L'EXÉCUTIF
DE LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PCF

À LIRE SUR TRAVAILLEUR ALPIN.FR

POLITIQUE. Sur le marché de Vizille, communistes et syndicalistes mènent le débat sur la retraite à 60 ans. Le riche programme d'actions de la Société des lecteurs de l'Humanité

SOCIAL. Philippe Martinez à Grenoble et les manifestations contre le projet gouvernemental des retraites.

SOCIÉTÉ. Le pouvoir persistant de Bernard Bensaid sur le groupe hospitalier mutualiste • Hommages à Fernand Ricco et Robert Veyret.

et de nombreux autres articles



Martine Briot

Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jérémie Giono • **DIRECTRICE :** Simone Torres • **RÉDACTEUR EN CHEF :** Luc Renaud • **RÉDACTION :** Max Blanchard, Marion Bottard, Martine Briot, Pierre-Jean Crespeau, Claudine Didier, Didier Gosselin, Maëlle Halévy-Vitalis, Régine Hausermann, Sylvestre Huet, Claudine Kahane, Jean-Claude Lamarche, Gérard Lauthier, Maryvonne Mathéoud, Anastasia Moshak, Luc Renaud, Édouard Schoene, Simone Torres, Louis Zaranski • **SITE INTERNET :** travailleur-alpin.fr • **JEUX :** Clément Van Meer • **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Clément Van Meer, Luc Renaud • **COMMISSION PARITAIRE :** 0905 P1 1377 ISSN 1247-6153 • **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 70 61 • **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 • **PRIX :** 3,00€ • **CONTACT :** tél. 04 76 87 70 61, télécopie 04 76 87 86 79, courriel : redaction@travailleur-alpin.fr • **PHOTO DE COUVERTURE :** Luc Renaud

@LeTravailleurAlpin

@Journal_LeTA

@lactuduta

@TravailleurAlpin

utip @actuduta



PCF. Un outil au service des citoyens pour rassembler et agir

Luc RENAUD

LE CONGRÈS DÉPARTEMENTAL DU PCF AURA LIEU LES 25 ET 26 MARS À GRENOBLE. AVEC LA VOLONTÉ DE TOUJOURS MIEUX DONNER LES CLÉS DE L'ACTIVITÉ DE LEUR PARTI À DES COMMUNISTES SOUVERAINS.

Plus efficace pour ouvrir la voie d'un changement de société. Telle est l'ambition fixée au prochain congrès départemental du PCF.

Pour Jérémie Giono, secrétaire départemental, cela passe par l'ouverture de plusieurs chantiers. Une plus grande attention portée aux territoires extérieurs à l'agglomération grenobloise, notamment. C'est notamment le cas du Nord Isère. « Dans un contexte qui n'est pas facile, avec l'élection d'un député d'extrême droite, nous avons une responsabilité départementale pour modifier les rapports de force. »

MAIS AUSSI UNE MEILLEURE articulation entre la fédération et les sections locales. « Porter nos idées, nos propositions au plus près des citoyens de ce département, en débattre avec eux, cela implique des sections dynamiques, soutenues par l'activité départementale. » En s'appuyant ce qui a été entrepris, par exemple dans les relations au monde du travail en soutenant les projets de développement de l'emploi et de l'activité à Thalès ou Photowatt, en mettant sur la table des propositions à débattre pour une nouvelle politique de l'énergie face au réchauffement climatique. De ce point de vue, les forces progressistes ne partent pas de rien : le succès que représente le retour à Roussillon de la fabrication de la matière active du paracétamol, après des années de luttes, en est une illustration. Tout



Jérémie Giono, secrétaire départemental du PCF.

comme le maintien en activité de l'usine Ferropem en basse Romanche ou encore, dans un autre domaine, le maintien dans le giron public du bailleur social Actis. Toutes batailles dans lesquelles les communistes ont pris une part active.

Un parti riche d'envies et de compétences

« Notre ambition est de multiplier les initiatives à la rencontre des salariés, indique Jérémie Giono, dans la droite ligne de ce que nous avons fait à l'hôpital avec notre campagne "pas de profit sur la pandémie", ou devant une grande surface de Fontaine sur les marges de la distribution... »

TOUT CONGRÈS PORTE UNE dimension interne. « Notre parti est riche de femmes et d'hommes qui souhaitent s'investir et notre organisation peine parfois à s'appuyer

sur cette diversité de compétences ». Un fonctionnement plus attentif à la parole de chacun, plus soucieux de permettre à tous d'apporter sa pierre à l'activité militante, plus attentif à encourager les initiatives... cela s'organise. Car « c'est pour nous la possibilité ouverte de dépasser la délégation sur quelques solides épaules de la responsabilité de la mise en œuvre des décisions prises pour débattre avec les citoyens de ce département ». Il serait dommage de s'en priver.

DIMENSION POLITIQUE ENCORE, avec la volonté de favoriser le rassemblement de la gauche et de servir le mouvement social plutôt que de s'en servir. « Notre contribution à la Nupes, en tant que parti dont les adhérents sont souverains, c'est d'être utile au rassemblement des forces de progrès et utile aux luttes, de nous adresser à tous les citoyens, là où ils sont, pour élargir le nombre de ceux qui veulent changer le monde. »



A vélo, « on va se bagarrer »

Maryvonne MATHÉOUD

REMARQUÉS DANS LES CORTÈGES, LES LIVREURS À VÉLO. « AVEC OU SANS PAPIERS, ON VA SE BAGARRER. » CERTAINS D'ENTRE EUX SE SONT SYNDIQUÉS. À LA CGT.

Auto-entrepreneurs, ils pédalent à leur compte. Si l'on peut dire. « *Les plateformes nous appellent... ou pas* », commente Fofana. Le donneur d'ordre – Uber ou Deliveroo... –, c'est le patron moins le Code du travail.

Ils sont environ deux cents livreurs à vélo à Grenoble, sans compter ceux qui travaillent dans l'agglomération. Ils sont payés à la course : un euro pour un kilomètre. Avec leurs maigres revenus, l'URSSAF est à leur charge. Car le patron – pardon, la plateforme donneuse d'ordre – ne verse pas un sou à la Sécu ou aux caisses de retraite. A leur charge encore, leur outil de travail, le vélo. Aucune indemnité après un accident. Le statut d'autoentrepreneur, là encore.

« *Nous devons attendre au froid, sous la neige, sous la pluie ou en plein soleil, sans pouvoir nous abriter dans les sas d'entrée des restaurants. Attendre que les clients des*

**Des patrons
qui ne versent
pas un sou
à la Sécu**



Luc Renaud

« Les plateformes nous appellent... ou pas ». Lors de la manifestation du 11 février.

restaurants soient servis pour emporter nos commandes; puis nous prenons des risques pour livrer dans les temps », explique Fofana.

Ils subissent le mépris de certains clients qui les obligent à monter les étages, au risque de se faire voler leur vélo ou de rater une autre livraison.

« *En cas de litige, c'est le client qui a raison et les plateformes ne nous appellent plus. Nous sommes dépendants des plateformes* », déplore Fofana.

Beaucoup sont sans papiers, sans logement, sans ressources si, pour une raison quelconque, ils ne peuvent pas pédaler.

« *Il y a trois mois, nous avons créé une association pour les droits et l'accompagnement des livreurs indépendants (ADALI)* », indique Fofana. « *Nous avons créé une caisse de secours et nous aidons les camarades que ne savent pas lire et écrire.* »

Forts de cette dynamique, les livreurs à vélo se syndiquent aussi à la CGT. « *J'étais militant politique dans mon pays, alors naturellement je me suis syndiqué à la CGT, puis d'autres camarades ont adhéré à leur tour. Nous voulons dénoncer nos conditions de travail et la précarité de notre statut. Nous voulons être respectés.* » 

Avec l'espoir de poursuivre ses études

Fofana vient de Guinée Conakry. Il est arrivé en France le 21 juillet 2017 après avoir fui son pays en laissant sa famille et ses trois jeunes enfants. À Chambéry, il passe quatre mois dehors avec soixante camarades d'infortune. Il participe au mouvement « tous migrants ». Les grévistes obtiennent des hébergements. Fofana est hébergé à Grenoble. Il reprend ses études pour valider ses diplômes guinéens en sciences et math. En décembre 2019, il obtient le statut de réfugié politique. Depuis, il demande la réunification de sa famille. En vain. En 2020, il devient livreur à vélo pour subvenir à ses besoins. En attendant de trouver une formation qualifiante en fluides énergétiques et domotique.



Maryvonne Mathéoud



1 500

étudiants sont venus manifester le 19 janvier. Les cortèges jeunes à chaque manifestation, eux, comptent entre 1 000 et 2 000 étudiants. Les lycéens aussi se mobilisent via des blocus ou des départs collectifs en manifestation. Les jeunes se sentent particulièrement concernés par cette réforme car le marché du travail à la sortie des études est déjà assez rude. Porter l'âge de la retraite jusqu'à 64 ans réduirait les offres d'emploi pour les plus jeunes. De plus, les études étant de plus en plus longues, l'âge de la retraite sera d'autant plus repoussé.

Une mobilisation qui en cache une autre

Une telle mobilisation étudiante sur la réforme des retraites est synonyme d'un trop-plein. La jeunesse s'exprime contre les retraites, contre l'inaction du gouvernement vis-à-vis du problème climatique, contre la précarité étudiante, contre tous les sujets auxquels le gouvernement semble insensible... La crainte d'un tournant violent des manifestations par les forces de l'ordre comme vécue lors de l'épisode des Gilets Jaunes n'affaiblit pas le mouvement, mais au contraire, le fait grossir. C'est une véritable volonté de changer de système qui se fait ressentir au sein des mouvements étudiants.

« Mets-nous 64 ans et on te re-Mai 68 »

Les pancartes des manifestants regorgent d'idées, établissant des liens entre ces mobilisations et mai 68. La multiplication de ces slogans sonne comme un ultime avertissement, annonçant un éventuel tournant radical et explosif du mouvement. « La retraite à 49.3 ans » : l'article 49.3 fait aussi l'objet de nombreuses pancartes. L'opposition à un certain autoritarisme du gouvernement s'exprime à travers les messages menaçants affichés dans les manifestations.



Maëlle HALEVY-Vitalis

La déco, version mobilisation.

Étudiants. Dans la lutte pour les retraites

Maëlle HALEVY-VITALIS & Vaino AVESSTA

LES ÉTUDIANTS DE L'UGA SE MOBILISENT : LA VOIX D'UNE JEUNESSE EMPORTÉE PAR UN SYSTÈME QUI LA RÉVOLTE.

Devant les facs de l'université Grenoble Alpes, c'est une réelle démocratie athénienne qui se met en place. Debout autour d'une table, les étudiants se réunissent pour des discussions, des débats et des votes où chacun peut s'exprimer librement. Derrière un front syndical uni, les étudiants s'auto-organisent par la mise en place d'assemblées générales, un élément clé pour élargir le mouvement. Celles-ci permettent d'échanger sur la réforme et les propositions alternatives puis de dessiner démocratiquement et collectivement un plan de bataille.

Pendant les journées de mobilisation nationale, les universités de l'UGA ont connu de nombreux blocages, libérant

les étudiants des cours pour qu'ils puissent aller manifester.

Parmi les nombreuses revendications en effet, celle de pouvoir faire grève sans conséquence. Aujourd'hui, une absence en cours pour aller manifester ne constitue pas une justification admise par l'administration. Les étudiants risquent ainsi de redoubler ou d'être exclus après trop d'absences non-justifiées, considérées comme un manque d'assiduité. Les étudiants boursiers, eux, risquent en plus de perdre leur bourse, voire même devoir rembourser le montant des sommes versées.

Pour les boursiers, la double peine

Cependant, à Sciences Po Grenoble, après de nombreuses discussions et mobilisations, l'administration a décidé que le jury de fin d'année ne prendrait pas en compte les absences les jours de mobilisation nationale.

Une victoire pour l'IEP, qui redonne de l'espoir aux autres universités... ★

Retraites. Puisqu'il faut s'exprimer encore plus fort...

Jean-Claude LAMARCHE

DES MOBILISATIONS MASSIVES, UN FRONT SYNDICAL UNI, UN SOUTIEN DES PARTIS DE GAUCHE, UNE OPINION OPPOSÉE À LA RÉFORME, UNE ASSEMBLÉE NATIONALE BAFOUÉE, DES TRÈS RICHES ENCORE PLUS RICHES... ET UNE JOURNÉE DU 7 MARS POUR « METTRE LE PAYS À L'ARRÊT ».

D'un côté, les mobilisations d'une ampleur inédite, contre la réforme que Macron veut imposer, rejetée par 72% de la population, l'unité maintenue des syndicats qui demandent son retrait... de l'autre, un président de la République, qui laisse ses ministres laquais s'enliser dans les mensonges, un débat croupion à l'Assemblée... et un nouveau rendez-vous d'action nationale le 7 mars pour « mettre le pays à l'arrêt »...

UN DISCOURS DE PROPAGANDE, qui présente les retraités comme des nantis vautrés sur leur patrimoine pour légitimer une réforme dont l'objectif avoué est de faire rembourser par les retraités, présents et futurs, les milliards d'euros généreusement distribués aux actionnaires des grandes entreprises du CAC40 pendant la crise du Covid, mais aussi par le biais de la suppression de l'impôt sur la fortune, les exonérations de cotisations sociales, le CICE, le plafonnement de l'impôt sur les sociétés... toutes dispositions qui expliquent comment, par exemple, Bernard Arnault a doublé sa fortune (de 90 à 180 milliards d'euros) de 2020 à 2022.

Un rappel qui, à lui seul, montre qu'il est possible de trouver immédiatement des ressources supplémentaires



Luc Renaud

Dans la rue, de tous âges et de toutes conditions...

pour financer notre système de retraites solidaire, outre les moyens qu'apporteraient une amélioration du taux d'emploi (en particulier féminin), la fin des exonérations, l'égalité salariale femmes/hommes, la récupération de la fraude fiscale... bref, une politique au service des salariés et pas des plus riches, des financiers et des spéculateurs.

2020-2022 : fortune doublée

ALORS QUE LE PROJET JUPITÉRIEN, s'il était adopté, dégraderait encore plus les droits à pension des personnes ayant commencé à travailler tôt, des personnes ayant des carrières incomplètes, de beaucoup de femmes... Il n'y a pas, dans cette réforme, que la retraite à 64 ans, mais aussi l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation

instaurée par François Hollande, ce que d'aucuns font semblant d'oublier.

ET PUISQU'IL FAUT S'EXPRIMER encore plus fort pour se faire entendre du sord de l'Elysée, le 7 mars, les citoyens auront démontré que sans eux, le pays ne peut pas « tourner », que s'ils le décident, tout s'arrête, aussi bien dans les entreprises que dans les associations, aussi bien le travail rémunéré que le travail bénévole, toute activité pour soi ou pour autrui... Une action qui permet à tous de prendre sa part, salariés, chômeurs, retraités, paysans, commerçants, petits entrepreneurs, professions libérales...

La journée d'action du 7 mars aura permis à chacun d'exprimer son sentiment par rapport à ce nouveau recul de civilisation que Jupiter, au service des plus riches, veut imposer contre l'écrasante majorité du peuple : le 7 mars a ouvert la possibilité d'une journée de référendum contre la réforme Macron des retraites. ★

Échirolles



Cité PLURIELLE

10 heures contre le racisme / pour l'égalité

Le corps entre résistance et oppression

sam. 18 mars 2023 / 13h30 > 22h

La Rampe

La fête du TA sur la ligne de départ

Claudine DIDIER

TROUVER UNE COMMUNE DANS L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE POUR ACCUEILLIR LA FÊTE DU TRAVAILLEUR ALPIN EST COMPLEXE. LA MUNICIPALITÉ DE DROITE À FONTAINE RESTE AUX ABONNÉS ABSENTS !

L'édition 2023 de la fête du Travailleur alpin aura lieu à nouveau à l'Esplanade de Grenoble. Et elle se prépare activement.

Le 10 décembre dernier, un séminaire, réunissant trente personnes, a eu lieu afin de faire le bilan de l'édition 2022 de la fête, nouvelle version. Le changement de lieu avait en effet nécessité une forte adaptation pour tous les organisateurs.

L'objectif était aussi de réfléchir à une nouvelle dynamique de la fête. Rappelons que cette fête repose sur l'engagement des bénévoles des Amis du Travailleur alpin et des militants communistes des sections de notre département et des sympathisants.

Plusieurs pistes ont été validées : davantage de scènes locales musicales, du théâtre et art de rue... L'ambition aussi de redonner une dynamique aux débats politiques

Les 16 et 17 juin à l'esplanade, à Grenoble



Claudine Didier

Bernard Ferrari, directeur de la fête du Travailleur alpin.

avec des personnalités diverses et connues. Des débats contradictoires sont nécessaires. Toutefois, comme le souligne Bernard Ferrari, directeur de la fête, « *cela reste compliqué, au vu de leur disponibilité, d'avoir la présence de Fabien Roussel, Ian Brossat, Fabien Gay, ou André Chassaing... mais nous œuvrons pour !* ». Il est encore tôt pour le choix des thèmes des débats, « *compte tenu de l'actualité et des combats menés contre le gouvernement* ».

Les débats seront mieux mis en avant en matière de communication. La tenue de stands sera proposée aux partis de gauche et écologistes.

Le principe des stands ouverts aux sections communistes et aux associations reste inchangé.

Toutes les informations sur la programmation, la vignette et la billetterie seront prochainement communiquées!

Un collectif continue à travailler sur l'organisation de cette 93e fête du Travailleur alpin. Bernard Ferrari lance un appel : « *il est nécessaire d'étoffer ce collectif. De plus, le passage de relais doit se réaliser à divers postes de responsabilité* ».

Réservez dès à présent les vendredi 16 et samedi 17 juin! ★

Amis du TA

Pour financer la fête, l'association des Amis du Travailleur alpin organise un loto deux fois par an. Après le succès de celui de février, ils vous attendent le samedi 18 mars à 18h, salle Edmond Vigne à Fontaine. Les Amis du TA peuvent signer des conventions et percevoir des subventions. Trop rares, pour l'heure. Afin de renforcer les 80 adhérents des Amis du TA, vous pouvez contacter Bernard Ferrari pour les rejoindre.

Pourquoi pas Fontaine ?

Après plusieurs demandes, Franck Longo, maire de Fontaine, a reçu Jérémie Giono et Bernard Ferrari le 3 juillet 2022. Il a indiqué, à titre personnel, être favorable à l'accueil de la fête du TA, sous réserve de la décision de son bureau municipal. Depuis, pas de réponse aux quatre courriers qui lui ont été transmis. Une technique de la municipalité de droite, la non réponse... pour ne pas refuser. D'autres communes, voyant l'intérêt d'une fête populaire, pourraient recevoir de prochaines éditions de la fête. Des contacts sont établis.



Le retour des ghettos scolaires

Crystelle Blanc-Lanaute, professeur de français
au collège Vercors, à Grenoble

Donner davantage à ceux qui ont moins. La logique de l'éducation prioritaire. Donner autant à tout le monde, c'est celle de l'éducation nationale dans l'académie de Grenoble. D'où la baisse des heures d'enseignement attribuées aux collèges REP et REP+ de l'académie de Grenoble. Auxquels ne reste plus que des effectifs par classe un peu inférieurs.

Luc RENAUD

Rentrée de septembre 2022, quinze classes. Prévisions pour septembre 2023, toujours quinze classes. Mais avec vingt-sept heures d'enseignement de moins par semaine, de 511 à 484. De quoi expliquer, et motiver, la mobilisation des parents et des enseignants du collège Vercors dans le quartier de l'Abbaye à Grenoble, collège classé en zone d'éducation prioritaire.

CAR CETTE PERTE DE MOYENS n'est évidemment pas sans conséquences. Un exemple, l'enseignement des sciences. « *Nous n'aurons plus la possibilité de scinder les classes en demi-groupe, plus de séances d'expérimentation, les élèves ne pourront plus toucher à un microscope; les SVT uniquement par cours magistral, ce n'est pas la même chose* », explique Crystelle Blanc-Lanaute, professeur de français. Elle-même est directement concernée. Depuis 2016, un programme était conduit, avec l'université de Grenoble. Implication de chercheurs, formation d'enseignants du collège – diplôme universitaire à la clé –, implication de professeurs de différentes disciplines... Objectif, des ateliers philo. « *Nos élèves sont capables de penser.* » Six années de travail réduites à néant par la suppression d'heures d'enseignement. Il faut encore évoquer la disparition des aides spécifiques à des collégiens en difficulté. La prévention du décrochage scolaire, par exemple. Des heures consacrées à certains élèves pour un coup de pouce. Ou encore ces élèves qui arrivent en France avec un niveau scolaire équivalent à celui de leur camarades, mais sans maîtriser le français. Là encore, l'intervention d'enseignants en français langue étrangère (FLE) serait limitée par la réduction des moyens disponibles. Décrochages en perspective.

Cette réduction d'heures d'enseignement, c'est aussi le choix délibéré du ghetto scolaire.

LE COLLÈGE VERCORS DISPOSE D'UNE FORMATION dite bilangue en allemand, enseigné à des collégiens dès la sixième. Des parents inscrivent leur enfant à Vercors, afin qu'il bénéficie de l'enseignement de deux langues étrangères dès la sixième. Le choix, aussi, d'un collège en zone d'éducation prioritaire. La diminution des heures d'enseignement aurait pour conséquence le regroupement, dès la cinquième, de ces élèves qui pratiquent l'allemand dès la sixième, avec des élèves qui débent dans cet apprentissage en cinquième. Une différence de niveau, un casse-tête pour l'enseignant, et des parents qui privilégieront

l'intérêt de leur progéniture en quittant le collège. Même situation pour les classes dite européennes. Européenne, c'est-à-dire comportant des enseignements d'histoire, par exemple, en anglais. Là encore, sans moyens, la filière ne peut fonctionner. D'autant plus dommage, que l'école Jules Ferry, dans le secteur de recrutement du collège Vercors, est partie prenante de ce dispositif. De quoi susciter des demandes de dérogation : quand on commence à l'école, on recherche un collège susceptible de poursuivre. Là encore, des années d'investissement de l'équipe pédagogique remis en cause.

« CE QUI ARRIVE AU COLLÈGE est vécu dans notre quartier comme une relégation, un mépris, constate Crystelle Blanc-Lanaute, le collège, l'engagement au service de la réussite scolaire est comme une fierté, il reste au moins l'école dans un contexte d'éloignement des services publics; et maintenant, ça aussi, même les enfants, c'est dans le collimateur. »

D'où la mobilisation des parents aux côtés des enseignants, ici comme dans les autres collèges classés en éducation prioritaire eux victimes du nivellement de leur moyens.

Trente heures de plus à Champollion, vingt-sept de moins à Vercors; un choix de classe

UNE MOBILISATION QUI TROUVE ÉCHO dans l'ensemble de la communauté éducative. Les enseignants du lycée Champollion – établissement bien connu du centre ville de Grenoble – en témoigne. A l'initiative du SNES-FSU, une motion a été déposée devant le conseil d'administration de l'établissement. A structure égale, le lycée se voit attribuer trente heures de plus, pour des projets... qu'il va falloir définir. « *Nous ne pouvons que déplorer que ceci intervienne dans un contexte où d'autres établissements, surtout des collèges, et en particulier des collèges placés en zone d'éducation prioritaire, voient leurs dotations drastiquement diminuées, et de ce fait les conditions d'enseignement et de scolarité fortement dégradées* », écrivent les enseignants. Et de conclure : « *Nous tenons à manifester notre soutien à tous les établissements qui subissent la politique d'austérité mise en place actuellement dans l'éducation nationale.* »

Des heures en plus pour le lycée Champollion, des heures en moins en éducation prioritaire... c'est ce qu'on appelle un choix politique, un choix de classe. ★

1 092

réseaux composaient la carte de l'éducation prioritaire française à la rentrée 2022 : 730 collèges et 4 174 écoles en REP, 362 collèges et 2 462 écoles en REP+. Au total, plus de 1,7 million d'élèves bénéficient des différents dispositifs de l'éducation prioritaire.

Les REP regroupent les collèges et les écoles rencontrant des difficultés sociales plus significatives que celles des collèges et écoles situés hors éducation prioritaire.

Les REP+ concernent les quartiers ou secteurs isolés qui connaissent les plus grandes concentrations de difficultés du territoire.

Un acquis de 1981

Créée en 1981 par Alain Savary, avec l'idée de « donner plus à ceux qui ont le moins », l'éducation prioritaire est aujourd'hui soumise aux logiques néo-libérales : management, pilotage, neurosciences, résultats, « bonnes pratiques », économie de moyens... et à la « priorisation académique » qui renvoie au local (le rectorat) la responsabilité des arbitrages...

101

des 193 établissements (écoles et collèges) de l'académie (Ardèche, Drôme, Isère, Savoie, Haute-Savoie) en éducation prioritaire sont situés en Isère. Les 21 631 élèves isérois se répartissent dans quatre-vingt-huit écoles maternelles et élémentaires (14 824 élèves) et treize collèges (6 807 élèves). Avec près de 12 000 élèves, le réseau éducation prioritaire de l'agglomération grenobloise constitue avec ses cinquante-cinq écoles maternelles ou élémentaires (dont quatorze en REP+) et huit collèges (dont deux en REP+) le plus gros dispositif de l'académie.

Le réseau du Nord-Isère concerne 5 413 élèves (seize écoles maternelles ou élémentaires REP et trois collèges REP) et celui de l'Isère Rhodanienne 4 009 (dix-sept écoles maternelles ou élémentaires REP et deux collèges REP).



DR

Parents et enseignants du collège Aragon en manifestation le 2 février dernier.

Une attaque contre la mixité sociale

Didier GOSSELIN

L'éducation prioritaire est-elle toujours prioritaire à Villefontaine ? On peut se poser la question suite aux décisions prises pour la rentrée 2023...

Au collège Louis Aragon de Villefontaine, c'est la triple peine qui se profile pour la rentrée 2023 : suppression de la technologie en classe de 6e, perte de trois heures par semaine pour l'unité pédagogique pour élèves allophones arrivants (trente élèves impactés) et perte des sept dernières heures de la « dotation supplémentaire REP » en baisse continue depuis des années...

Les enseignants du collège contestent le choix académique de réduire les moyens de l'éducation prioritaire et mènent la bataille de concert avec les autres collèges du département concernés. Un rendez-vous était prévu le 1^{er} mars avec les services du rectorat, après des semaines d'ac-

tions, de grèves, de manifestations.

Selon Clairvie Heurtebise, enseignante en français, la baisse des moyens est progressive depuis plusieurs années. Et de dénoncer ce choix du rectorat qui est de fait une remise en cause de l'éducation prioritaire. « Nous allons certes nous retrouver avec des effectifs bloqués à 25 élèves par classe mais sans plus aucun moyen pour répondre au référentiel de l'éducation prioritaire et maintenir nos options culturelles, linguistiques, mathématiques... ». Un label REP vidé de son contenu, et une décision qui constitue une attaque

contre la mixité sociale. « L'éducation prioritaire au Collège Aragon apporte un vrai plus à tous les élèves et contribue à son rayonnement

et donc son attractivité. Supprimer ces moyens c'est le condamner et le soumettre sans succès à la concurrence avec le collège privé local ».

Les enseignants et les parents restent mobilisés et préparent activement des actions à venir. ★

Ce qui fait le rayonnement du collège Aragon



Le collège Gérard Philipe, à Fontaine.

Une cible, les élèves en difficulté

Claudine DIDIER

À Fontaine, le collège Gérard Philipe est lui aussi concerné par la politique gouvernementale de restrictions qui cible les réseaux d'éducation prioritaire.

Dans ce collège de quatre cent quatre-vingt élèves, une vingtaine de classes pour accueillir les élèves du secteur. Mais aussi des classes spécifiques, au recrutement plus large : des SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté) pour des jeunes présentant des difficultés scolaires importantes, des unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants (UPE2A) concer-

nant des élèves qui ne maîtrisent pas le français et des unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS) pour des élèves en situation de handicap.

Le collège Gérard Philipe est classé réseau d'éducation prioritaire. Ce qui résulte de la composition sociale des familles. Un enfant de cadres dispose de davantage de moyens à la maison pour étudier, de parents qui ont plus de facilités pour accompagner son cursus scolaire. A Fontaine, le collège Jules Vallès a déjà perdu le label REP malgré des situations sociales comparables.

Au collège Gérard Philipe, enseignants et parents se mobilisent contre la baisse sans précédent, pour 2023, de leur dotation globale horaires malgré

la stabilité prévue du nombre d'élèves. Dotation qui représente le nombre d'heures d'enseignement disponibles pour les collégiens. Parents et enseignants ont voté, au conseil d'administration, contre cette DGH. Elle se traduit pour la rentrée 2023 par la suppression de l'enseignement de la technologie en 6e, l'importante baisse du nombre d'heures/élèves pour les UPE2A. De plus, en septembre 2022, un professeur d'EPS n'avait pas été recruté d'où absence de cours pendant quatre mois.

D'un collège à l'autre, des enseignants voyageurs

Pour les enseignants, cette diminution des moyens affectés en REP se traduit par des « services partagés » : certains profs doivent se déplacer entre deux à quatre établissements pour donner leurs cours entre deux trajets.

Une nouvelle dynamique s'est créée depuis septembre au niveau des parents d'élèves. Ils se sont unis avec les enseignants et d'autres collèges de Grenoble (Vercors et Lucie Aubrac, notamment) pour manifester devant le rectorat.

D'autant que cette baisse des heures disponibles en REP résulte d'un transfert vers des établissements situés en zone plus favorisée, en centre ville de Grenoble ou à Europole, par exemple.

Trop d'injustices, la colère monte ! ★

De l'argent pour l'école...

Depuis l'été dernier, le PCF revendique un plan d'urgence pour l'éducation nationale face à la destruction menée par Macron. Les réseaux d'éducation prioritaire sont aussi dans le viseur du gouvernement qui souhaite leur disparition. Pourtant, la généralisation de groupes d'élèves réduits, est essentielle dans le secteur urbain comme en ruralité. Il est urgent d'élaborer une vraie politique de lutte contre les inégalités scolaires. La création d'un fonds national permettrait de garantir la gratuité de l'éducation et de permettre aux élèves d'accéder aux outils liés aux apprentissages. Un plan pluriannuel de recrutement et de formation d'enseignants et personnels d'éducation s'avère primordial.



Luc Renaud

Nucléaire : l'Europe à deux voies

Sylvestre HUET

Les pro-nucléaires ont tendance à voir l'Allemagne encerclée. Les anti-nucléaires voient la France isolée. Deux visions aussi fausses l'une que l'autre. Dans un contexte de décisions contrastées par lesquelles les pays choisissent ou récusent cette technologie.

L'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire après l'ultimatum des « Verts » à la suite des élections de septembre 1998. Le renoncement au nucléaire était la condition pour que le SPD revienne au pouvoir. Un choix de facto jamais remis en cause : rien de ce qui auraient permis la construction de réacteurs après l'arrêt des derniers en service n'a été réalisé. Un délai de grâce a été décidé en raison de la crise énergétique provoquée par la guerre russe en Ukraine, mais il est probable qu'aucun réacteur ne fonctionnera en Allemagne en 2024.

DEPUIS 1998, L'ALLEMAGNE A TOUT FAIT pour empêcher un pays européen d'opter pour cette technologie. Intrigué à Bruxelles pour pénaliser ceux qui souhaitent y recourir, imposé une dérégulation du marché de l'électricité. Des gouvernants faibles et imprévoyants ont cédé à cette pression. En France, cela s'est traduit par le dépeçage d'EDF au profit d'Engie et de faux producteurs d'électricité – mais vrais profiteurs – d'une concurrence bidon totalement payée par l'entreprise ex-publique, mise en bourse. La France allait-elle se retrouver isolée ou l'Allemagne encerclée ?

L'Autriche, l'Italie, l'Irlande, la Norvège et le Danemark n'ont jamais voulu de cette technologie et n'ont pas changé d'avis. La Suisse, l'Espagne et la Belgique ne souhaitent pas construire de nouveaux réacteurs. L'idée d'un renoncement massif au nucléaire s'appuie sur ces exemples.

Mais la situation ne s'y réduit pas. La



Construction de la nouvelle centrale nucléaire à Hinkley Point, en Grande-Bretagne.

France avance la perspective de six EPR à construire. La Grande-Bretagne en construit deux à Hinkley Point et en envisage deux à Sizewell, à côté de ses investissements dans l'éolien en mer. La Finlande veut augmenter la part du nucléaire au-delà de la mise en service de l'EPR d'Okiluoto. Le gouvernement suédois ouvre la discussion sur de nouveaux réacteurs. La République tchèque a lancé un appel d'offre pour un réacteur à la centrale de Dukovany et discute de petits réacteurs modulaires avec Rolls-Royce.

En Pologne, trois gros réacteurs et 79 modulaires

LA SLOVAQUIE VIENT DE mettre en service, le 31 janvier, un réacteur à la centrale de Mochovce. La Hongrie a signé pour deux VVER-1200 russes à construire à Paks. La Roumanie veut deux nouveaux réacteurs à la centrale de Cernavoda, discute de réacteurs modulaires (SMR) avec l'Américain NuScale. La Slovénie a décidé de prolonger de 20 ans la centrale de Krško et envisage un référendum sur la construction d'un deuxième réacteur.

De nouveaux pays se lancent. La Po-

logne a signé pour trois à cinq gros réacteurs AP1000 de Westinghouse et 79 SMR de General Electric-Hitachi de 300 MW. Objectif officiel : sortir du charbon pour le climat. Mais chacun a bien compris le calcul géopolitique : en choisissant un fournisseur américain, la Pologne espère que l'Oncle Sam y trouvera une raison pour l'assurer de son soutien face à la Russie. Le même fournisseur, GE-Hitachi, discute avec l'Estonie qui caresse les mêmes arrière-pensées. Plus à l'est, la Biélorussie a inauguré son premier réacteur, russe, en 2020 et finit la construction du deuxième. Et l'Ukraine, dont le statut de « candidat immédiat » à l'Union européenne est soutenu par l'Allemagne, souhaite basculer son parc de 15 réacteurs, plus deux en construction, de la technologie russe à celle de Westinghouse et a signé pour plusieurs AP1000.

LE BILAN EST DONC CONTRASTÉ. Malgré ses efforts, l'Allemagne n'a pas réussi à isoler la France. Le choix de cette électricité bas carbone, favorable au climat, demeure fort en Europe. Avec une conséquence paradoxale : en fournissant une électricité stable et pilotable en Europe, le nucléaire y favorise l'installation de moyens intermittents – éoliens et solaires – en compensant leurs défauts. ★

Le papier en Isère, une longue histoire

Gérard LAUTHIER

Entre Fure et Morge et en Grésivaudan, l'industrie papetière fut un fleuron national. Avant les restructurations et la logique financière des fonds d'investissement.

Au départ, le papier était produit à partir de chiffons, déchiquetés, triturés, puis mis au « pourrissoir » où ils macéraient avant d'être pilonnés. C'est une industrie ancienne, artisanale, déjà présente en 1593 à Vizille. Il faut de l'eau en abondance, de la force motrice, ce qui explique son développement le long de la Fure, de la Morge et de la Romanche. Vingt-quatre ateliers sont en activité au début de XIXe siècle.

VERS LES ANNÉES 1850, une révolution industrielle majeure se produit. La pâte textile est abandonnée au profit de celle élaborée à partir de fibres de bois et de divers autres matériaux, dont la paille. Cela nécessite de l'eau encore, de l'énergie mécanique, des produits chimiques tels que chlore, sel soude, tous éléments faciles à trouver en Isère et plus particulièrement dans la vallée du Grésivaudan. Résultats : en 1873, il y a quarante-quatre papeteries produisant 10565 tonnes, soit 8% de tout le papier fabriqué en France. De plus, l'Isère se spécialise pour partie dans le haut de gamme : papiers sans colle pour l'impression lithographique et le dessin, papiers pour billets de banque ou photos.

LE TRIANGLE RIVES-VOIRON-FURES compte en 1920 dix-sept usines et 1600 salariés, la Basse Romanche quatre et 960 ouvriers. La part du lion revient au Grésivaudan, où,

**En 1974,
9600
salariés
et une
production
de
515 000
tonnes**



Archives IHS CGT

Le stock de bois, matière première des papeteries.

de Pontcharra à Domène, travaillent 3400 personnes dans huit établissements intégrant l'ensemble de la chaîne : exploitation du bois du massif de Belledonne, des aménagements hydroélectriques, fabrication de la pâte mécanique puis du papier.

EN 1900, trois dirigeants émergent : Matussièr Aimable, Frédet Alfred et Berges Aristide, qui ont bâti de véritables empires. Leurs fils et successeurs vont mener une politique active de concentration dépassant largement les limites de l'Isère. Ainsi naissent en 1921 les Papeteries de France, premier groupe du pays.

Cette industrie va connaître un siècle d'or, jusqu'en 1974. Elle emploie alors 9600 sala-

riés dans 76 établissements, avec une production record : 395 000 tonnes de papiers divers et 120 000 de cartons. Mais trois caractéristiques apparaissent : pas de renouvellement de l'investissement, sauf à Lancey, une dépendance excessive en matière d'alimentation en pâte et un dérèglement du financement dû à la mainmise de capitaux étrangers lors de restructuration.

RÉSULTAT, EN 2023, dans le Grésivaudan, il ne reste plus qu'une seule entreprise papetière : Ahlstrom à Brignoud, spécialisée dans le non-tissé, employant 130 salariés. Quel succès pour le capitalisme isérois !

Cette rubrique « histoire » est issue des travaux de recherche de l'Institut d'histoire sociale CGT.



Archives IHS CGT

229. Dauphiné - LANCEY (Isère) - Entrée de l'Usine des Cartonneries

L'entrée des cartonneries, à Lancey.

Les enfants et les Jeux olympiques de 2024, rendez-vous manqué ?

Laurent JADEAU

Après l'attribution des Jeux 2024 à Paris, quatre éducateurs sportifs, tous conseillers pédagogiques en EPS, ont dans un ouvrage publié dès 2018, posé la question des implications de cet événement pour les enfants. Ils y pointaient ses enjeux éducatifs, sanitaires, sociaux. À un an de l'événement, Philippe Sevrez, qui fut conseiller pédagogique EPS secteur Fontaine-Vercors, co-auteur du livre, fait le point.

Qu'est-ce qui vous a poussés à écrire ce livre, *Les Jeux 2024 : et les enfants alors ?* ⁽¹⁾, juste après l'attribution des Jeux à la France ?

Philippe Sevrez : Nous sommes conseillers pédagogiques, convaincus des valeurs que peuvent transmettre les activités physiques et sportives. Des valeurs de respect, d'entraide, d'égalité, de laïcité, de partage qui dépassent le seul aspect de l'exploit ou de la médaille obtenue. Nous voulions aider à faire saisir les opportunités éducatives qui se présentent à l'occasion de cet événement.

Dans votre livre, vous questionnez le hiatus qu'il peut y avoir entre les valeurs annoncées du sport de haut niveau, notamment à travers la charte olympique, et la réalité du sport professionnel.

Ph. S. : Oui, c'est une grande question. La charte olympique défend dès l'origine des valeurs humanistes, de respect, d'éthique. Elle instaurait le principe d'athlètes à égalité. Ils ne devaient pas participer au nom de leur pays, sous leur drapeau, et encore moins au nom d'entreprises privées. Mais la marchandisation est passée par là, et les États se sont



Philippe Sevrez, ancien conseiller pédagogique EPS du secteur Fontaine-Vercors.

mis à utiliser le sport comme vitrine et moyen de propagande, souvent appuyés par de grands groupes privés. Pour les dirigeants politiques, le nombre de médailles est devenu un enjeu politique justifiant parfois toutes les dérives.

La chute de la pratique devient un problème de santé publique

En tant qu'éducateurs, nous avons le devoir de revenir aux fondamentaux. Faire pratiquer le sport aux enfants dans toutes ses dimensions. Les amener notamment à ne pas jouer simplement le rôle de « performeur », mais tour à tour être joueur, organisateur, arbitre... C'est une école du respect. C'est le travail que fait notamment l'USEP, organisatrice du sport scolaire. Pour nous, le sport fait intrégralement partie de la culture.

A un peu plus d'un an de l'événement, les espoirs que vous aviez mis pour les enfants sont-ils au rendez-vous ?

Ph. S. : Le compte n'y est pas. Les effets d'annonce du comité d'organisation n'ont que peu de traductions concrètes. La crise Covid étant passée par là, la pratique sportive des enfants est en chute libre. Cela devient un problème de santé publique. Il n'y a pas d'ambition réelle, la fonction de conseiller pédagogique spécialisé en EPS a d'ailleurs disparu ! L'annonce des 30 minutes quotidiennes d'activité physique à l'école est un leurre. On demande juste de « faire bouger » les enfants, sans ambition éducative, alors que le sport est une activité riche qui permet de valoriser des enfants en difficulté et de travailler autrement les maths, le français, les sciences. Une bataille qui reste à gagner.

(1) *Les Jeux 2024 : et les enfants alors ?* V. Bury, F. Petit, J.-M. Sautreau, Ph. Sevrez. 2018.

Le Barioz : un domaine à (re)découvrir

Claudine KAHANE

A pied, en raquettes, en skis de rando ou de fond, en aller-retour, en petite ou grande boucle : le plus difficile c'est de choisir !

La grande boucle décrite ici (9 km, 600 m, 4 h en raquettes) permet de profiter longuement du panorama superbe qui s'offre à la vue depuis la crête.

Depuis Theys, direction le col du Barioz, puis gardez-vous au foyer de ski fond (D/A). Suivre l'itinéraire raquettes n°1 (boucle du Crêt du Poulet). Un peu au dessus du chalet de Pierre Roubet (1) le quitter pour partir à droite (panneau « Grand Rocher non balisé »). La montée se fait alors vers le sud en suivant de nombreuses traces de ski et de raquettes selon une pente modérée à travers une forêt clairsemée. Une fois sur la crête (2), la vue vous récompense et il ne vous reste plus que 100 m à gravir pour atteindre le Grand Rocher, à la croix bien visible.

Après une pause pour vous interroger sur le nom de tous les sommets en vue, revenez sur vos pas (2) puis suivez la crête vers le nord-est. La progression est aisée, parfois agrémentée de petits raidillons (3). En (4) vous retrouvez l'itinéraire raquettes n°1 qui vous mène au refuge du Crêt du Poulet, ouvert en fin de semaine et qui propose des dîners musicaux les vendredis de pleine lune (<https://urlz.fr/kNdN>)

Avant d'entreprendre la descente vers le foyer, toujours en suivant le tracé n°1, ne manquez pas de gravir 50 mètres de plus pour atteindre le belvédère et sa table d'orientation, qui vous permettra de vérifier si vous connaissez bien tous les sommets!

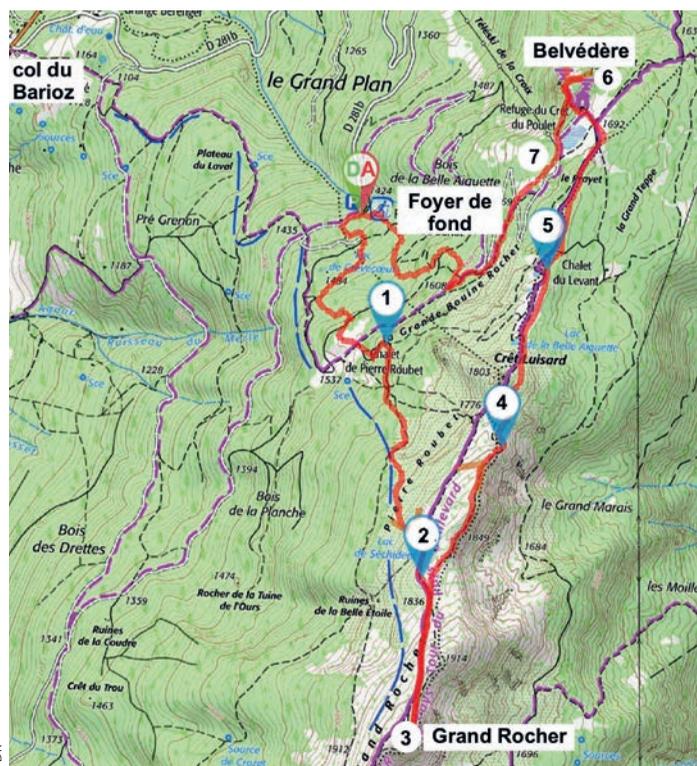
Le pic de la Belle Étoile, le rocher Blanc et les montagnes d'Alleverd

Prenez soin du tétras-lyre

Le tétras-lyre, ainsi nommé en raison de la queue typique des mâles (ou petit coq de bruyère), est un des oiseaux emblématiques des Alpes et notamment de la chaîne de Belledonne. Son domaine vital, constitué de forêts de conifères avec des clairières riches en arbustes, en fait un voisin fréquent des stations de montagne.

En hiver, il se réfugie dans un abri qu'il creuse sous la neige et il y vit au ralenti.

L'approche, même involontaire, d'un skieur ou d'un randonneur peut lui être fatale si bien que, de plus en plus fréquemment, les zones d'hivernage sont signalées aux randonneurs par des panneaux qui en interdisent (ou, au moins, en limitent) l'accès. Le voisinage du chalet Pierre Roubet ainsi que la Clairière du Levant en contrebas à l'est de la crête ont été identifiés comme des territoires propices aux tétras-lyre. Il est donc important d'effectuer les randonnées hivernales en restant sur les traces existantes (balisées ou pas). Dans certaines stations, comme Chamrousse par exemple, les itinéraires de raquettes et de ski de randonnée sont même strictement encadrés par des cordes qui empêchent d'accéder aux zones d'hivernage.



La boucle raquette balisée n°1 va directement du point 1 au point 5.



Lionel Shriver

Lire

LES COUPS DE CŒUR
DE RÉGINE HAUSERMANN

LA DOUBLE VIE D'IRINA

LIONEL SHRIVER

Lionel Shriver est une femme ! Née en 1957 en Caroline du Nord, père pasteur presbytérien, elle décide, à quinze ans de remplacer son prénom féminin - Margaret Ann - par celui de Lionel. Après des études à Columbia, elle enseigne et voyage - Nairobi, Belfast, Bangkok - avant de s'installer à Londres. Elle est mariée au batteur de jazz Jeff Williams.

**CHAMPIONNE DE
L'INTROSPECTION**

Journaliste puis écrivaine, elle connaît la notoriété en 2005 avec *We Need to Talk About Kevin* salué par le prix Orange pour la fiction, décerné au Royaume-Uni, au meilleur roman féminin en langue anglaise. Publié en 2006 par les Editions Belfond, *Il faut qu'on parle de Kevin* est un recueil de lettres adressées par Eva à son mari dont elle est séparée. Elle revient sur leur vie de couple et sur leur rôle de parents pour tenter de comprendre ce qui a pu pousser leur fils de 16 ans, Kévin, à commettre un acte

irréparable. Adapté au cinéma par Lynne Ramsay, *We Need to Talk About Kevin*, a été présenté en compétition officielle lors du Festival de Cannes 2011. Celles et ceux qui ont vu le film se souviennent de Tilda Swinton, impressionnante dans son rôle de mère d'un enfant criminel, en lutte contre le mal.

**LE COUPLE, L'AMOUR ET LE
DÉSIR, LA FAMILLE**

Trois ans plus tard, *La Double Vie d'Irina* (2009) confirme le goût de l'écrivaine pour l'introspection. Mais on est loin de l'univers tragique d'Eva. Irina vit banalement en couple avec Lawrence, un intellectuel, spécialiste du terrorisme, travaillant à Londres pour un think tank. Accroc à la politique et lui impose ses programmes télé. Irina a 43 ans, elle est belle, adore cuisiner et travaille comme illustratrice de livres pour enfants. Le couple est enfermé dans ses routines sexuelles et autres. Ils s'aiment d'un amour tranquille.

Ce bel équilibre est rompu par Ramsey Acton, un très bel homme, champion de snooker. Vous savez ce genre de billard quelquefois proposé sur les chaînes sport ! Or Lawrence, natif de Las Vegas, adore le snooker.

Et depuis quelques années, le 6 juillet, les deux couples fêtent ensemble l'anniversaire du beau et fortuné Ramsey.

Cette année-là, 1997, Lawrence est en mission, Ramsey a divorcé, si bien que la rencontre annuelle se mue en tête-à-tête dans un restaurant sélect. Ramsey lui fait la cour. Irina est troublée. Elle meurt d'envie de l'embrasser.

Et c'est là que commence la double vie d'Irina ! Lionel Shriver imagine deux hypothèses qu'elle traite en parallèle. Hypothèse 1 : Irina résiste à la tentation et continue sa vie de couple routinière avec Lawrence, le politique, l'intello. Hypothèse 2 : Irina succombe à la passion, embrasse fougueusement Ramsey, quitte Lawrence, se transforme en groupie du joueur de snooker qui déteste la politique, partage sa vie de luxe, abandonne sa carrière. Au chapitre 1 succède le chapitre (1) et ainsi de suite jusqu'au chapitre 12.

Lionel Shriver excelle à rendre compte des impasses des deux modes de vie. D'un côté la raisonnable Irina se contentant d'une terne vie de couple auprès d'un conjoint sûr. De l'autre, la folle Irina, dévorée par le désir, embarquée dans la vie tumultueuse d'un conjoint imprévisible.

Les pages consacrées aux deux versions des fêtes de Noël chez Raïssa, la mère russe d'Irina, vivante à New-York sont des morceaux de bravoure.

Belfond 492 p. / Pocket 763 p.

UNE SORTIE HONORABLE

ERIC VUILLARD

Le récit corrosif des derniers mois de la guerre d'Indochine

Cette « sortie honorable »

souhaitée par l'establishment politico-financier français, c'est celle qui va échouer face à la défaite de Dien-Bien-Phu, le 7 mai 1954.

Après avoir campé le colonialisme ambiant et les conditions de travail des travailleurs vietnamiens soumis aux lois du taylorisme dans les plantations d'hévéas, propriété de la famille Michelin, Eric Vuillard se faufile dans la séance du 19 octobre 1950 à l'Assemblée, auprès de députés croqués à la façon de Daumier. Se succèdent sous la plume féroce de l'auteur, Dupont-des-Loges en référence à son engagement en faveur des concierges ; Max Brusset, homme de radio, touche-à-tout, marié à une Valléry-Radot ; Edouard Herriot à propos duquel il se demande « *Combien il faut de charognes, de confrères exécutés, de carrières étranglées, pour qu'un seul gros bonhomme puisse monter les marches de la mairie de Lyon et s'installer un demi-siècle sur le trône.* »

Mais la situation est grave une quinzaine de jour après la prise du poste de Cao Bang par le Viêt-Minh. C'est au tour de Pierre Mendès-France d'estimer que pour gagner la guerre, il faut tripler les effectifs et donc, l'effort budgétaire. Or le budget de la nation est déficitaire. L'austérité s'impose. « *La guerre coûte trop cher.* » Les « *parlementaires-barricades* » se réveillent.

Lisez ce récit qui se poursuit par une série de courts chapitres courant jusqu'à la chute de Saïgon en 1975, et décapant le monde politico-financier de son vernis. Percutant !

Actes Sud, 2022

200p. 18.50€



Kaldun, Requiem ou le pays invisible à La Rampe

DR

Sortir

LA MOUETTE

UNE « MOUETTE » VERSION CINÉMA-THÉÂTRE AU PLUS PRÈS DES ÊTRES.

En janvier 2018, nous avons été subjugués par « Festen » et le dispositif choisit par Cyril Teste, qui consiste à filmer, sur scène, les personnages en action. A les faire voir en gros plan à l'écran, en même temps qu'en plan d'ensemble.

Après l'adaptation du film danois de Thomas Vinterberg, Cyril Teste enchaîne en 2019 avec « Opening night » d'après le film de Cassavetes et, en 2022, avec « La Mouette ».

Une histoire de passions non partagées, comme dans la tragédie. Konstantin, écrivain, fils de la célèbre actrice Arkadina, est amoureux de Nina, une jeune comédienne. Mais Nina s'est amourachée de Trigorine, un homme de lettres renommé et veule à souhait. Konstantin est en quête de la reconnaissance de sa mère.

La nouvelle traduction d'Olivier Cadiot resserre la pièce en deux heures. Cyril Teste donne à voir le spectacle des rêves avortés, en scrutant les corps, filmés

en direct. Entre le plateau et les écrans, la fusion apparaît presque totale. A ne pas manquer.

Durée 2h - De 5 à 28 €

MC2-Grenoble

Les 8, 9 et 10 mars 20h

LES FEMMES À LA CUISINE

NAWEL DOMBROWSKY S'EMPARÉ DE LA CUISINE POUR Y CONCOCTER DE BONS PETITS PLATS... À BASE DE GLYCÉRINE !

Dans ce spectacle musical écrit et composé par Yanowski, elle interprète des chansons à textes d'une grande modernité en compagnie d'une pianiste et d'une contrebassiste. Entre humour et poésie, rire et émotion, ces trois femmes révent le monde autrement. Pour elles, la cuisine est le lieu à partir duquel on repense le monde : la femme et sa place dans la société, la violence sociale, l'exil, la guerre... Mais aussi celui où l'on se confie sur l'amour, la jalousie, l'instinct maternel (ou l'absence de celui-ci). Une soirée féministe et humaniste !

Dans le cadre de Cité Plurielle

Durée 1h20 - De 8 à 18 €

La Ponatière-Echiroles

Le 14 mars à 20h

TOUT MON AMOUR

ARNAUD MEUNIER, DIRECTEUR DE LA MC2 ADAPTE LA PREMIÈRE PIÈCE DE LAURENT MAUVIGNIER AVEC PHILIPPE TORRETON ET ANNE BROCHET DANS LES RÔLES PRINCIPAUX.

Un homme et sa femme reviennent dans une maison qui fut le théâtre d'événements tragiques, après dix ans d'absence. Lui vient enterrer son père. Le couple aimerait ne pas s'attarder dans ce lieu où leur fille a disparu à l'âge de six ans, sans laisser de trace. Mais une série d'événements va le retenir... Arnaud Meunier qualifie la pièce de « polar intimiste et métaphysique ». On passe d'un lieu à l'autre, du dedans au dehors, comme on passe des vivants aux morts, de situations aux récits, des espaces vécus aux espaces mentaux. Ici point de pathos, ni de démonstration psychologique... mais la valse des silences, dénis, non-dits et souffles entre les corps. La distribution est remarquable.

Durée 1h35 - De 5 à 30 €

MC2-Grenoble

Du 15 au 17 mars à 20h / le 18 à 18h

PENELOPE

QUARANTE ANS APRÈS SON MYTHIQUE BALLET ULYSSE, JEAN-CLAUDE GALLOTTA ÉCLAIRE LA FIGURE PROTÉIFORME DE SON ÉPOUSE VERTUEUSE.

Au tour de Pénélope d'être démultipliée et confrontée aux prétendants. Dans le clair-obscur du plateau, scènes de groupe et images filmées alternent entre combats et réconciliations.

Durée 1h15 - De 5 à 30 €

MC2-Grenoble

Les 22 et 23 mars à 20h

KALDUN, REQUIEM OU LE PAYS INVISIBLE

ABDELWAHEB SEFSAF EXPLORE TROIS RÉVOLTES, TROIS PEUPLES ET TROIS CONTINENTS.

En compagnie d'Aligator et de l'ensemble Canticum Novum, embarquement pour la Nouvelle-Calédonie, terre d'exil des insurgés, pour imaginer une créolisation des langues et des musiques qui n'a jamais eu lieu. Le récit de ce concert théâtralisé est porté par deux comédiens, Johanna Nizard et Abdelwaheb Sefsaf. La composition métissée puise son inspiration dans les musiques traditionnelles kanak, les rythmes berbères, les chants révolutionnaires du XIXe siècle à Paris... Une création riche et colorée comme une ode à la réconciliation.

Co-accueil avec le Festival Détours de Babel

Durée 1h30 - De 8 à 22 €

La Rampe-Echiroles

Le 30 mars à 20h

FESTIVAL DÉTOURS DE BABEL

13ÈME ÉDITION

À GRENOBLE ET EN ISÈRE

DU 14 MARS AU 10 AVRIL 2023

Une formidable diversité d'artistes et de créations.

Fêtez l'arrivée du printemps en musique !

Plongez-vous dans le programme !

www.detoursdebabel.fr

Ukraine : un an après

Marie-Christine VERGIAT

Députée européenne honoraire GUE/NGL

La guerre voulue par Vladimir Poutine met au jour les contradictions géopolitiques qui fracturent le monde. Dont le dépassement ne réside pas dans la course à l'engagement militaire.

Il y a un an, les troupes russes envahissaient l'Ukraine.

Le bilan de cette invasion est lourd : bombardements, destructions massives, massacres de population, viols, déplacements de milliers de personnes et notamment d'enfants... Les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, documentés par les instances ad hoc depuis le début de l'invasion, sont évidents.

NOS PAYS EUROPÉENS, et notamment les pays limitrophes de l'Ukraine, ont ouvert leurs portes à celles et ceux qui fuyaient car, en période de guerre ou de catastrophe naturelle, c'est d'abord et surtout au plus près que se réfugient l'immense majorité des personnes concernées. Et il est normal d'avoir accueilli celles et ceux qui fuyaient la guerre. La directive dite « protection temporaire », immédiatement déclenchée par les institutions européennes, ne s'est cependant pas appliquée aux personnes non ukrainiennes, comme si tous et toutes ne fuyaient pas la même guerre.

Depuis un an, les mêmes questions reviennent. Comment et pourquoi est-il si facile de se mobiliser pour la population de l'Ukraine et de ne pas le faire sauf, lors de rares « séquences », pour la population de la République démocratique du Congo qui subit une guerre plus ou moins larvée depuis près de 25 ans; pour celle du Yémen où un quart de la population est touchée par la famine; pour celle de Syrie qui est de nouveau



Destructions massives.

livrée à son bourreau ou encore celle de l'Afghanistan, de l'Iran et de bien d'autres? Un deux poids deux mesures qui indignent en Afrique, en Amérique latine, en Inde...

Un deux poids deux mesures qui affaiblit l'Ukraine

POUR AUTANT, DEPUIS UN AN, la population de nos pays fait corps dans son immense majorité avec la cause ukrainienne et c'est bien normal de manifester notre solidarité.

Mais l'évolution de l'engagement des gouvernements européens auprès de l'Ukraine doit, me semble-t-il, poser question. Comment peut-on aboutir à la paix avec des engagements militaires croissants? D'autant que désormais des armes notamment françaises tuent? Elles tuent des soldats russes, mais elles tuent. On peut toujours dire que la résistance armée est légitime. Elle l'est

aujourd'hui comme dans les années 40. Et sans livraison d'armes extérieures, l'Ukraine ne pourrait sans doute pas faire face au géant russe. Nous l'avons appris au moment de la guerre civile espagnole et nous nous félicitons de l'engagement des alliés pour combattre l'Allemagne nazie.

MAIS TOUT CELA NOUS DONNE LE DROIT d'être inquiet. Vladimir Poutine a sans aucun doute franchi une ligne jaune mais les Etats dits occidentaux n'auraient-ils pas été plus audibles s'ils n'étaient pas restés silencieux face à l'annexion de la Crimée ou à la sécession de la Transnistrie...

Et quand on voit que, si l'immense majorité des pays du monde a condamné l'invasion de l'Ukraine, il n'y en a qu'un petit nombre qui a soutenu les sanctions contre la Russie, ne devrions pas nous demander si la guerre en Ukraine ne pose pas les prémisses d'une reconstruction géopolitique du monde¹? ★

¹ Voir « Une nouvelle coupure s'installe en Europe » de Pascal Boniface dans le numéro 198 de Droits et Libertés (juillet 2022).

Concentration des médias, danger pour la démocratie. UN DÉBAT LE 27 MARS



DR

Lors de la dernière assemblée générale de la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité.

DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DE LA PRESSE, LA SOCIÉTÉ DES LECTRICES ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ ORGANISE EN PARTENARIAT AVEC NOTRE JOURNAL, UNE SOIRÉE DÉBAT À L'INSTITUT DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS LE 27 MARS À ÉCHIROLLES.

Plusieurs invités sont annoncés : Agnès Briançon, journaliste, déléguée syndicale au *Dauphiné libéré* et secrétaire du Syndicat national des journalistes; Jean-François Téaldi, ancien rédacteur en chef de France télévision, ancien secrétaire général du SNJ-CGT audiovisuel public et privé, président de l'association des Amis de l'Humanité des Alpes Maritimes; Michel Pernet, rédacteur en chef du *Travailleur alpin*. La présence d'un journaliste de l'Humanité a été sollicitée. Ce débat sera animé par Simone Torres, directrice du *Travailleur alpin*.

En remettant en cause le pluralisme de la presse, la mainmise croissante de quelques grands patrons milliardaires sur les journaux et les médias audiovisuels réduit à peu de chagrin la possibilité d'un débat public contradictoire. Cet accaparement des médias par

une poignée de financiers met en danger l'exercice même de la démocratie. Plus encore lorsque ces médias participent à la montée des populismes. La concentration des médias représente également une menace pour le journalisme.

Comment faire face à cette concentration des médias et garantir leur pluralisme ? Comment combattre la dérive de l'extrême-droite ? Quel avenir pour le journalisme ? Telles seront quelques-unes des questions abordées au cours de cette soirée largement ouverte à tous.

Lundi 27 mars à 18h30, à l'Institut de la communication et des médias (amphi Bernard Montergnole) 1, avenue du 8 mai 1945 - Échirolles (arrêt de tram : La Rampe - ligne A)



Retraites. Les communistes vizillois sur le marché

C'était samedi matin, jour de marché sur la place du château, à Vizille. Avec un stand inhabituel, tenu par l'union locale CGT Vizille-Oisans et la cellule locale du parti communiste.

Pour la bonne cause : il s'agissait de faire part des propositions des deux organisations pour la défense des retraites, le droit au départ à 60 ans et les propositions pour le financer. Bien sûr aussi pour rappeler la manifestation qui allait se dérouler cette après-midi au 11 février à Grenoble.

Tout avait été fait dans les règles. Des documents pour s'informer, des arguments pour convaincre, mais aussi de quoi emporter son repas de midi. Au stand, on trouvait des diots, cuisinés avec le savoir faire qu'on leur connaît par Viviane et Fred. Des diots fabriqués dans la tradition, venus tout droit de Motte viande à la Mure. Et un succès : trois cents personnes sont venues au stand au cours de la matinée pour repartir avec une précieuse barquette.

Bref, un moment convivial et les meilleures dispositions pour aborder tous les sujets avec Bernard Ughetto-Monfrin, conseiller municipal, et ses camarades. Catherine Troton, maire de Vizille, ne s'y est pas trompée en venant échanger avec les syndicalistes et les communistes de sa commune.

QUALITÉ DE L'AIR. LA VILLE DE GRENOBLE SAISIT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF CONTRE L'ÉTAT

La ville de Grenoble va déposer un recours devant le tribunal administratif contre l'Etat. Elle entend attaquer le plan de protection de l'atmosphère Grenoble-Alpes-Dauphiné 2022-2027, l'estimant insuffisant pour améliorer la qualité de l'air. Pour Eric Piolle, ce programme ne prend pas en compte les seuils de qualité de l'air fixés par l'Organisation mondiale de la santé. « En 2022, nous avons pris une délibération pour émettre un avis clairement défavorable à ce PPA. Cet avis n'a pas été écouté. Donc nous avons décidé de passer à une étape supérieure », a expliqué Eric Piolle pour justifier l'action en justice de la ville.

Dans le cadre de ce PPA, la préfecture de l'Isère indique que le label « flamme verte » sera obligatoire à partir du 1er avril de cette année pour les appareils de chauffage vendus à partir de cette date.

On peut dire que l'argent est magique : c'est vrai pour les capitalistes. Mais certainement pas pour les prolétaires.

Autre aide, le C.I.C.E (crédit impôt compétitivité pour les entreprises) censé être une mesure transitoire s'est trouvé pérennisé sous la forme d'une exonération de 65 milliards d'exonérations des cotisations patronales. Autant d'argent qui manque chaque année dans les caisses du chômage, des retraites et la sécurité sociale.

Olivier Veran tente le misérabilisme. Il voudrait faire croire que la France serait un pays pauvre, sans ressources et que c'est pour cette raison qu'il n'y aurait plus d'argent dans les caisses de retraite. Or la France est un pays très riche. Son patrimoine se situe à 20 000 milliards d'euros, soit 280 000 euros par habitant. Chaque année, de nouvelles richesses sont créées. Elles se mesurent par le produit intérieur brut : 2 500 milliards en 2021 (35 000 euro par habitant). Il existe 2 400 000 millionnaires en France en 2019, et une quarantaine de milliardaires.

« Il n'y a pas
d'argent
magique »

OLIVIER VERAN

MINISTRE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT
lors du débat sur les retraites de BFM-TV
le 24 janvier 2023.

L'argent est « magique » pour certains : supers-profits générés en temps de guerres ou de crises. C'est le cas de Total au début de la guerre en Ukraine.

Les marchés financiers en anticipant d'hypothétiques difficultés d'approvisionnement ont fait monter les prix. En face, les coûts de production n'ont pas augmenté. L'écart entre les prix de vente plus élevés et les coûts stables de production a entraîné des bénéfices records. Comme il s'agit d'un jeu à somme nulle, le gain des uns se traduit obligatoirement par une perte pour les autres. Ici, les perdants sont les consommateurs dont les travailleurs qui sont dépendants du pétrole pour se déplacer.

Effectivement, l'argent n'apparaît pas tout seul, par l'opération du Saint Esprit, il est issu du travail. Car chaque jour quand nous nous levons pour aller travailler, étudier ; nous produisons des richesses. Parce que nous sommes des millions à travailler de façon coordonnée, plusieurs heures par jour, une grande partie de l'année. Et parce que les capacités productives humaines ont été démultipliées par la hausse de la productivité liée au développement des machines. Des machines elles-mêmes issues et maintenues par du travail humain. La question est de savoir ce que deviennent ces richesses.

Chaque mois le Travailleur alpin décrypte un « **élément de langage** » ou une « stratégie d'image » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à redaction@travailleur-alpin.fr



MOTS À RETROUVER :

- EFFECTIF
- ÉDUCATION
- CLASSE
- UNIVERSITÉ
- COLLÈGE
- ENSEIGNANT
- FORMATION
- ENSEIGNEMENT
- CAMARADE
- DÉCROCHAGE
- APPRENTISSAGE
- LANGUE
- ÉLÈVE
- RECRUTEMENT
- ÉCOLE
- NIVELLEMENT
- ADMINISTRATION

M	S	E	B	A	E	M	G	X	O	X	R	Ç	S	Y	U	L	P	S	P
Ç	Q	V	P	W	Q	N	E	N	E	B	Q	Ç	F	Ç	C	M	T	N	W
G	L	D	T	F	H	I	U	M	E	I	Q	R	W	R	S	I	N	O	I
E	K	A	R	P	G	V	C	Ç	S	Ç	B	K	X	A	E	A	E	I	R
D	O	G	N	Q	Ç	E	F	W	J	V	Z	T	M	S	D	S	M	T	U
U	V	Q	W	G	V	L	A	I	W	I	G	J	I	M	A	S	E	A	N
C	B	I	F	B	U	L	E	R	J	W	Y	F	I	I	R	V	N	M	F
A	L	N	M	N	A	E	W	G	D	F	C	N	Z	L	A	W	G	R	U
T	C	H	A	B	N	M	E	E	A	P	I	W	L	I	M	M	I	O	N
I	L	M	X	W	D	E	I	F	F	S	E	V	E	M	A	T	E	F	I
O	A	J	T	F	M	N	M	W	T	F	S	T	B	V	C	W	S	Z	V
N	S	M	Y	G	C	T	D	R	C	X	E	I	F	S	E	R	N	V	E
I	S	A	V	P	C	G	A	O	O	S	Q	C	T	U	O	L	E	W	R
Y	E	D	J	K	T	T	J	G	Ç	E	Z	J	T	N	S	J	E	J	S
F	R	X	R	C	I	V	C	H	A	T	O	X	C	I	E	D	G	J	I
S	J	Q	Q	O	O	P	E	G	E	L	L	O	C	E	F	R	K	U	T
I	E	O	N	J	M	N	W	R	I	W	U	U	Q	U	C	Y	P	D	E
F	E	E	H	T	N	A	N	G	I	E	S	N	E	D	K	O	O	P	R
F	J	R	E	C	R	U	T	E	M	E	N	T	J	W	P	C	L	E	A
A	J	T	L	Z	Y	Z	O	I	D	E	C	R	O	C	H	A	G	E	V

NOUS TROUVER EN KIOSQUE :

- **LES ECUREUILS TABAC-PRESSE** - 17, rue Gabriel Didier 38130 Échirolles
- **TABAC PRESSE LOYTIER BRUNO** - 9 place Verdun, 38320 Eybens
- **TABAC-PRESSE LE TOTEM** - 113 av Aristide Briand, 38600 Fontaine
- **LE CIGARILLO** - 54 avenue Félix Viallet 38000 Grenoble
- **FÉDÉRATION DE LISÈRE DU PCF** - 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble
- **BAR RESTAURANT LE SQUARE** - place docteur Martin, 38000 Grenoble
- **TABAC PRESSE LE JAURÈS** - 63 Grande Rue, 38160 Saint-Marcellin

Abonnement annuel

- Vos coordonnées

Nom Prénom (*) :

Adresse (*) :

Code postal (*) : Ville (*) :

Courriel - nécessaire pour recevoir le code d'accès au site(*) :

- Montant (*) :

Formule soutien 50,00 euros pour un an Formule classique 30,00 euros pour un an

Veuillez compléter les champs obligatoires (*) du formulaire, joindre un chèque du montant de la formule choisie à l'ordre du Travailleur alpin et adresser l'ensemble au Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard - BP 1503, 38025, Grenoble Cedex.

Le (*) :

A (*) :

Signature (*) :

Retrouvez nous sur nos réseaux



YouTube



facebook.



Instagram



Newsletter